



# FRANCE

# SCÉNARIO 2026-2027

Trimestriel – Juin 2026



# France – La croissance en reflux, dans l'attente d'un réchauffement de la demande intérieure

L'activité s'est légèrement contractée au premier trimestre, alors même que les effets de la guerre au Moyen-Orient ne se manifesteront qu'à partir du deuxième trimestre. L'activité ne devrait progresser que faiblement dans les prochains trimestres, et la croissance diminuerait ainsi à 0,6% en 2026 (après 0,9% en 2025), pénalisée par l'atonie de la demande intérieure privée dans un contexte de regain d'inflation et de forte incertitude. L'activité accélérerait progressivement en 2027, grâce au rebond de la consommation des ménages et de l'investissement privé, mais celui-ci resterait timide, et la croissance n'attendrait que 0,8%. L'inflation culminerait à 1,8% en moyenne annuelle en 2026, puis diminuerait à 1,5% en 2027 au sens de l'indice des prix à la consommation. Le taux de chômage devrait légèrement progresser en 2026, avant de se stabiliser en 2027.

## Une légère baisse de l'activité au premier trimestre, des facteurs indépendants du conflit au Moyen-Orient

Le produit intérieur brut (PIB) en volume a légèrement diminué au premier trimestre 2026 (-0,1% T1/T4), alors que nous anticipions une légère hausse de l'activité (+0,2%) dans notre précédent scénario publié début avril, une prévision pourtant un peu inférieure à celle du consensus des économistes à date. **Ce résultat constitue une surprise défavorable notable**, l'acquis de croissance<sup>1</sup> à l'issue du premier trimestre pour l'année 2026 n'atteignant que 0,4% (contre 0,7% dans notre prévision d'avril). La légère baisse de l'activité en début d'année s'explique en partie par des facteurs transitoires, notamment le recul de la production dans la construction ainsi que dans la branche « énergie, eau et déchets ». La légère baisse de la consommation des ménages est largement imputable au repli de la consommation d'énergie, notamment sous l'effet de températures clémentes pour cette période de l'année. La baisse de l'investissement des administrations publiques est, en outre, le reflet d'une pause dans les investissements des collectivités locales avant les élections municipales. Par ailleurs, le repli de l'investissement des ménages pourrait être en partie lié à la suspension du guichet de MaPrimeRénov' en début d'année. La contraction des exportations, notamment dans l'aéronautique, n'a pas vraiment pesé sur la croissance au premier trimestre, puisque la contribution négative du commerce extérieur à la croissance est compensée par une contribution positive des variations de stocks.

## Un peu moins de croissance et d'inflation : des prévisions révisées essentiellement pour l'année 2026

La croissance plus faible qu'attendu au premier trimestre nous conduit à revoir à la baisse nos prévisions de croissance pour 2026, à 0,6% (-0,3 point). L'inflation serait également un peu moins élevée que ce que nous avons anticipé dans

notre scénario du trimestre dernier, atteignant 1,8% (-0,3 point) en moyenne annuelle en 2026 au sens de l'indice des prix à la consommation (IPC). **Pour l'année 2027, notre prévision de croissance est révisée légèrement à la baisse, à 0,8% (-0,1 point), alors que la prévision d'inflation est inchangée, à 1,5%.**

## Une trajectoire des prix de l'énergie revue à la baisse

Le mémorandum signé entre les États-Unis et l'Iran marque le début d'un processus de négociation long et complexe, qui reste fragile. De plus, même si le trafic sur le détroit d'Ormuz venait à reprendre, il se heurterait à la problématique du déminage des zones sensibles, mais aussi à celle des assurances maritimes, ainsi qu'au retour des flottes de pétroliers et de méthaniers redéployées vers le bassin atlantique. Au regard de ces contraintes, le trafic devrait rester durablement inférieur de 20% à son niveau pré-crise sur l'horizon de prévision. Les taux de fret des tankers et méthaniers s'inscriraient en hausse, sans pour autant retrouver leurs niveaux précédant le déclenchement du conflit. Outre la normalisation du trafic, la question de la production pétrolière et gazière

	2024	2025	2026	2027
PIB volume, cvs-cjo (a/a, %)	1,4	0,9	0,6	0,8
Demande intérieure hors stocks (contribution au PIB, pp)	0,4	0,5	0,4	0,7
Variations de stocks (contribution au PIB, pp)	-0,4	0,6	0,0	-0,2
Exportations nettes (contribution au PIB, pp)	1,3	-0,2	0,2	0,3
Consommation des ménages (a/a, %)	0,7	0,5	0,1	0,6
Investissement total (a/a, %)	-1,1	0,7	0,1	0,5
Inflation, IPC (a/a, %)	2,0	0,9	1,8	1,5
Taux de chômage, France hors Mayotte (%)	7,4	7,7	8,2	8,2
Solde budgétaire (% du PIB)	-5,8	-5,1	-5,1	-5,0

Sources : Insee, calculs et prévisions Crédit Agricole S.A./ECO (prévisions Crédit Agricole CIB pour l'inflation)

<sup>1</sup> L'acquis de croissance est la croissance qui se réaliserait en moyenne sur l'année si la croissance était nulle sur les trimestres restants.



dans la région se pose également. Compte tenu des dommages causés aux infrastructures pétrolières et gazières du Golfe par les affrontements, la production pétrolière régionale ne devrait se normaliser que graduellement. Enfin, en cas de nouvelle fermeture prolongée, le risque d'épuisement des stocks pétroliers d'ici la fin de l'année 2026 constitue un scénario adverse qui ne peut être totalement écarté.

**Toutefois, au premier trimestre, et sur la partie observée du deuxième trimestre, les prix de l'énergie se sont avérés nettement inférieurs à ceux que nous avons retenus dans notre prévision publiée début avril.** Notre nouveau scénario macroéconomique est fondé sur les prix à terme en date du 16 juin. Sur cette base, le prix du pétrole s'établirait à 83 dollars par baril (\$/bbl) en moyenne en 2026 pour le Brent (-13 \$/bbl par rapport à notre précédent scénario), et à 75 \$/bbl en 2027 (-10 \$/bbl). Le prix du gaz (TTF<sup>2</sup>) est également révisé en nette baisse, à 42 €/MWh en moyenne en 2026 (-19 €/MWh), et 33 €/MWh en 2027 (-21 €/MWh). Quant à la temporalité, le pic sur les prix de l'énergie serait toujours observé au deuxième trimestre 2026, mais il serait moins important. Ces ajustements des prix de l'énergie expliquent la révision à la baisse de la prévision d'inflation pour 2026.

#### Une demande mondiale plus dynamique que la demande domestique

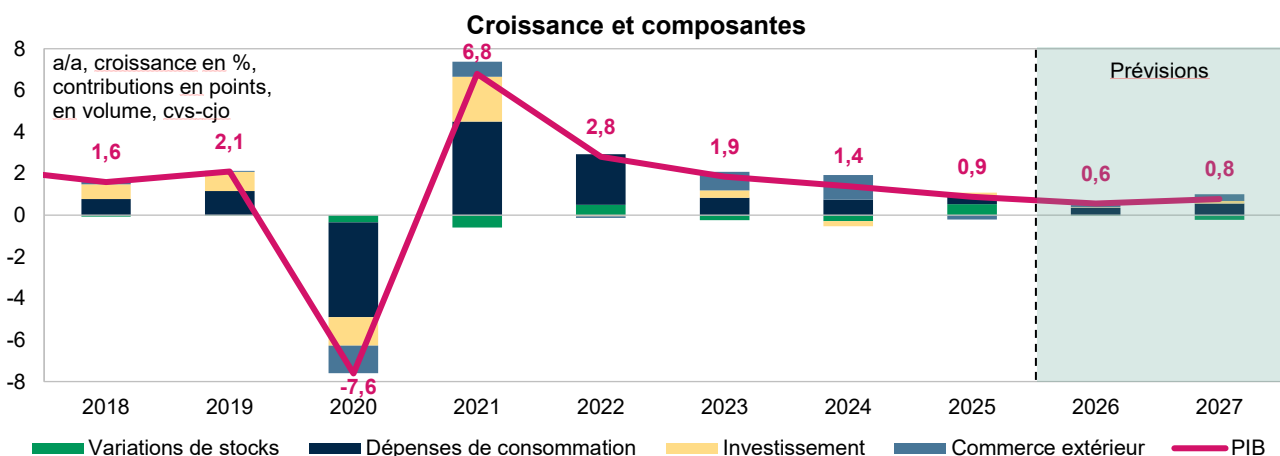
**Aux États-Unis**, devenus exportateurs nets d'hydrocarbures, l'activité resterait soutenue par le dynamisme des investissements dans l'intelligence artificielle et le soutien budgétaire apporté par la loi « *Big, Beautiful Bill* ». La croissance devrait s'établir à 2,1% en 2026 et 1,9% en 2027. L'inflation atteindrait 3,2% en moyenne annuelle en 2026, puis elle diminuerait à 2,3% en 2027. La *Fed* maintiendrait ses taux inchangés en 2026, avec une borne supérieure de la fourchette des taux des *Fed funds* à 3,75%. En 2027, la banque centrale américaine procéderait à une

baisse de taux de 25 points de base en fin d'année, alors que le ralentissement des prix serait plus marqué.

**La zone euro** serait plus affectée par la hausse des prix de l'énergie, avec une croissance prévue à 0,8% en 2026 (hors Irlande), et à 0,9% en 2027. L'inflation atteindrait 2,7% en moyenne annuelle en 2026, avant de diminuer légèrement à 2,4% en 2027. Face au regain d'inflation, la Banque centrale européenne a déjà relevé ses taux d'intérêt directeurs de 25 points de base lors de sa réunion de juin, portant le taux de dépôt à 2,25%. Notre scénario table sur une à deux nouvelles hausses de 25 points de base d'ici la fin de l'année, possiblement en septembre et décembre.

#### L'année 2026 serait marquée par une croissance en berne et un regain d'inflation

**En France, la croissance annuelle diminuerait à 0,6% en 2026** (après +0,9% en 2025, en données corrigées des effets des jours ouvrables). **Elle serait en effet pénalisée par la légère baisse de l'activité enregistrée au premier trimestre, puis par les effets de la hausse des prix de l'énergie à partir du deuxième trimestre.** En rythme trimestriel, le PIB progresserait légèrement au deuxième trimestre (+0,1% T2/T1), ce qui est compatible avec les indicateurs disponibles (et avec un léger contrecoup du premier trimestre sur certaines composantes de la demande). L'activité progresserait de nouveau faiblement au troisième trimestre (+0,1%), avant d'accélérer légèrement au quatrième trimestre (+0,2%), quand les prix de l'énergie se replieraient et que l'incertitude s'atténuerait. **Notre prévision a été arrêtée avant la canicule exceptionnelle de fin juin.** Son effet devrait toutefois être limité sur la croissance au deuxième trimestre. La répétition d'un nouvel épisode caniculaire en juillet pourrait affecter légèrement la croissance au troisième trimestre, mais l'impact resterait modéré ; ce genre de phénomène étant traditionnellement suivi par un rebond immédiat de l'activité, l'impact sur la croissance annuelle serait



Sources : Insee, calculs et prévisions Crédit Agricole S.A./ECO

<sup>2</sup> Le *Title Transfer Facility* (TTF) est la cotation de référence pour les prix du gaz en Europe.



relativement faible. De manière générale, nous avons retenu des prévisions de croissance prudentes sur ces deux trimestres, celles-ci restent donc d'actualité.

La demande intérieure finale hors stocks ralentirait ainsi quelque peu en 2026, soutenant la croissance à hauteur de 0,4 point seulement (après +0,5 point en 2025). La consommation des ménages (+0,1%, après +0,5%) et l'investissement total (+0,1%, après +0,7%) progresseraient à peine. En effet, l'investissement des ménages (-0,3%, après +0,1%) et celui des administrations publiques (-0,2%, après +2,7%) reculeraient légèrement, tandis que celui des entreprises non financières marquerait le pas (+0,2%, après +0,7%). Les dépenses de consommation des administrations publiques continueraient en revanche de tirer l'activité (+1,2%, après +0,7%). La contribution du commerce extérieur à la croissance rebondirait (+0,2 point, après -0,2 point l'année précédente), car les exportations continueraient de progresser modérément (+1,0%, après +2,4%), alors que les importations ne progresseraient que très faiblement (+0,3%, après +2,9%). Les exportations seraient en effet tirées par celles de l'industrie aéronautique et navale (à la fois pour les biens à usage civil et militaire), dont les carnets de commande sont pleins, malgré des difficultés d'approvisionnement en tout début d'année. La contribution des variations de stocks à la croissance serait nulle (après +0,6 point en 2025) : un mouvement de déstockage serait entamé à partir du deuxième trimestre, alors que les exportations rebondiraient, après le mouvement de stockage observé au premier trimestre.

L'inflation se redresserait en 2026, à 1,8% au sens de l'IPC (après 0,9% en 2025), tirée par la composante énergétique, dont les prix augmenteraient de 7,3% (après un repli de -5,6% l'année précédente). Les prix alimentaires accéléreraient légèrement (+1,4%, après +1,2%), tandis que ceux des services décélèreraient

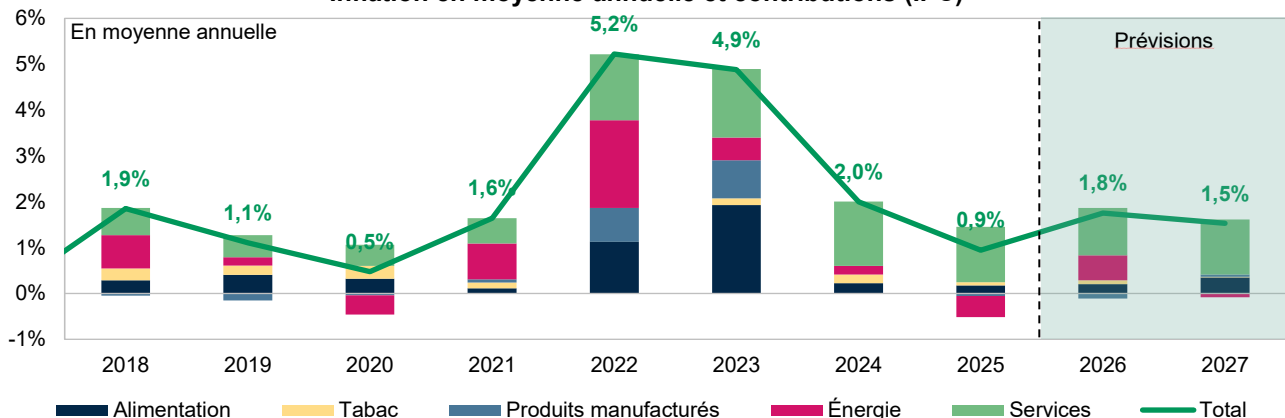
un peu, à +2,0% (après +2,3%). Les prix des biens manufacturés poursuivraient leur légère baisse (-0,4%, après -0,3%). Au sens de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)<sup>3</sup>, l'inflation augmenterait également, atteignant 2,0% en 2026. Elle resterait toutefois inférieure à la moyenne de la zone euro (+2,7%).

*En 2027, l'activité accélérerait légèrement, alors que les prix ralentiraient*

**La croissance se redresserait légèrement en 2027, à 0,8%**, restant inférieure au rythme de croissance potentielle, ce qui creuserait encore un peu l'écart de production<sup>4</sup>. L'activité accélérerait progressivement en rythme trimestriel, puisqu'elle progresserait de 0,3% par trimestre au second semestre, après +0,2% par trimestre au premier semestre. La croissance annuelle serait toutefois pénalisée en 2027 par un acquis de croissance très faible en fin d'année 2026 (+0,2%).

La demande intérieure finale (hors stocks) accélérerait par rapport à l'année précédente, contribuant à la croissance annuelle à hauteur de 0,7 point. Des prix de l'énergie moins élevés et une relative dissipation de l'incertitude auraient un impact positif sur l'activité, mais la hausse des taux d'intérêt limiterait en revanche l'accélération de l'investissement des entreprises et de la consommation des ménages. Les dépenses de consommation des ménages augmenteraient ainsi de 0,6%, tandis que celles des administrations publiques ralentiraient légèrement (à +0,9%). L'investissement total accélérerait un peu (à +0,5%). L'investissement des entreprises non financières accélérerait légèrement (à +0,6%), tandis que celui des ménages (+0,8%), et, dans une moindre mesure, celui des administrations publiques (+0,2%) rebondiraient. Les variations de stocks pèseraient légèrement sur la croissance (contribution de -0,2 point), tandis que la contribution du commerce extérieur augmenterait

**Inflation en moyenne annuelle et contributions (IPC)**



Sources : Insee, calculs Crédit agricole S.A., prévisions Crédit Agricole CIB

L'IPCH permet la comparaison des taux d'inflation entre pays européens du fait d'une méthodologie harmonisée.

<sup>4</sup> L'écart de production est l'écart entre le PIB effectif et le PIB potentiel (souvent exprimé en % du PIB potentiel). Le PIB potentiel

correspond à la production pouvant être réalisée avec les facteurs de production disponibles (capital et travail) sans créer de tension sur les prix.



légèrement, à 0,3 point. Les exportations (+2,6%) accélèreraient en effet davantage que les importations (+1,6%).

L'inflation diminuerait à 1,5% au sens de l'IPC en moyenne annuelle en 2027, un reflux directement lié à celui des prix de l'énergie (-1,1%). À l'inverse, les prix des services (+2,2%) et de l'alimentation (+2,5%) accélèreraient, et ceux des produits manufacturés rebondiraient légèrement (+0,2%). Au sens de l'IPCH, l'inflation diminuerait à 1,7% en 2027, restant toujours sensiblement inférieure à celle de la zone euro (+2,4%). **La France serait donc moins pénalisée par la hausse des prix de l'énergie, ce qui soutiendrait sa compétitivité vis-à-vis des autres pays de la zone euro..**

### *Une prévision relativement prudente, mais proche de celle des autres prévisionnistes*

Notre prévision de croissance pour l'année 2026 se situe entre celle du scénario de base de la [Banque de France](#) (0,5%) et celle de l'[Insee](#) (0,7%), toutes deux publiées à la mi-juin. La différence se fait au deuxième trimestre, avec une approche prudente dans la prévision de la Banque de France (croissance trimestrielle nulle prévue), tandis que l'Insee est plus optimiste, avec une croissance de 0,3% (T2/T1). Bien que nos modèles de *nowcasting* penchent plutôt en faveur de la prévision de l'Insee pour le deuxième trimestre, **notre prévision se veut relativement prudente, à +0,1%**. Notre prévision de croissance annuelle s'établit par ailleurs au niveau de la prévision moyenne du *Consensus Forecasts* de juin (0,6%), les prévisions du panel étant toutefois assez dispersées (entre +0,2% et +1,0%). En moyenne, les prévisionnistes du *Consensus Forecasts* tablent sur une croissance de 0,2% au deuxième trimestre, soit un peu supérieure à notre prévision.

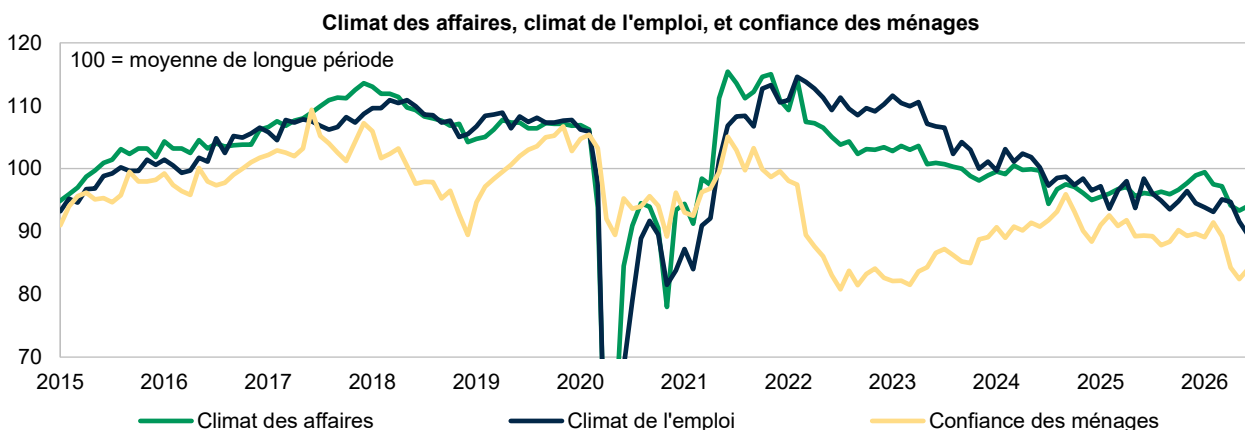
Notre prévision de croissance est légèrement inférieure à celle de l'Organisation de coopération et de développements économiques ([OCDE](#)) publiée début juin (0,7%). La Commission européenne anticipait également, dans ses [prévisions de printemps](#) publiées

en mai, une croissance un peu plus élevée, à 0,8% en 2026. Cette prévision n'intègre pas la révision de la croissance du premier trimestre par l'Insee entre la première estimation et les résultats détaillés (-0,1 point, à -0,1%). La dernière prévision du Fonds monétaire international ([FMI](#)), plus ancienne (avril), tablait sur une croissance encore un peu plus importante, à 0,9% en 2026, mais elle ne tient pas compte de la croissance observée au premier trimestre, qui a surpris à la baisse.

**Notre prévision de croissance pour l'année 2027 (0,8%)** est légèrement inférieure à celle de la Banque de France dans son scénario de base de mi-juin (0,9%). Elle est la même que celle de l'OCDE de début juin, et est sensiblement inférieure à celles de la Commission européenne de mai (1,1%) et du FMI d'avril (1,2%). L'écart avec la Commission européenne s'explique notamment par le fait que l'institution fait sa prévision à politique inchangée, ce qui se traduit par une absence de consolidation budgétaire (déficit public à 5,7% en 2027), donc sans effet récessif de la politique budgétaire sur l'activité.

### *Un impact notable de la situation au Moyen-Orient sur le moral des ménages et des entreprises*

Le climat des affaires publié par l'Insee était resté stable en mars 2026 (à 97, soit légèrement en dessous de sa moyenne de longue période fixée à 100), mais il a ensuite sensiblement diminué, pour atteindre 93 en mai. Malgré une hausse d'un point en juin (à 94), il reste affecté par la situation au Moyen-Orient. À 94 en moyenne au deuxième trimestre, son niveau reste toutefois compatible avec une légère croissance de l'activité. Le climat des affaires est resté légèrement supérieur à sa moyenne de long terme dans l'industrie au deuxième trimestre (à 101 en moyenne), mais s'en est encore un peu plus éloigné dans le bâtiment et le commerce de gros (à 96), les services (à 93), et surtout le commerce de détail (à 91, y compris commerce et réparation automobiles). Le climat de l'emploi, déjà inférieur à sa moyenne de long terme depuis le troisième trimestre 2024, s'est encore détérioré au deuxième trimestre, à 92 en moyenne. Il a ainsi atteint



Derniers points : juin 2026

Sources : Insee, Crédit Agricole S.A./ECO



son plus bas niveau depuis juin 2013 (hors crise sanitaire) en juin (à 89).

**La confiance des ménages a suivi une tendance relativement similaire à celle du climat des affaires, avec un impact encore plus marqué de la guerre au Moyen-Orient.** Elle s'est en effet nettement repliée entre février et mai, diminuant à 82 (-9 points), alors qu'elle se situait déjà à un niveau dégradé par rapport à sa moyenne historique (100). Malgré un léger rebond en juin (+2 points, à 84), elle se situe à un niveau similaire à celui de l'été 2022, après le déclenchement de la guerre en Ukraine et la hausse des prix de l'énergie qui s'en est suivie. Le climat de l'épargne, nouvel indicateur synthétique publié par l'Insee, est pour sa part resté élevé au deuxième trimestre 2026, à 120 en moyenne, soit un niveau nettement supérieur à sa moyenne de longue période (100).

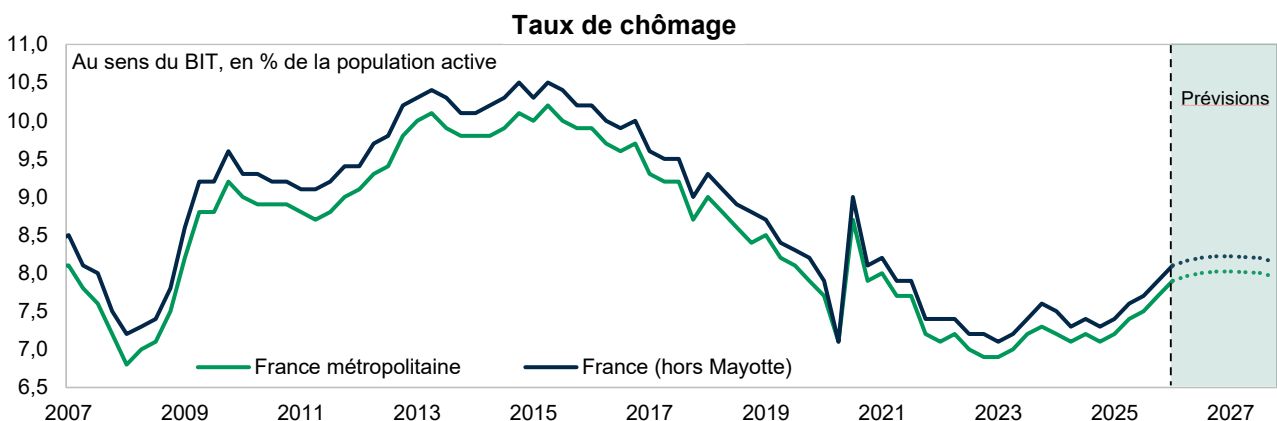
### Le taux de chômage devrait encore augmenter légèrement en 2026

D'après les comptes nationaux, l'emploi total est de nouveau resté stable au premier trimestre 2026. La nouvelle légère baisse de l'emploi salarié dans le secteur privé a en effet été compensée par la hausse de l'emploi non salarié, qui a continué de progresser sensiblement, alors que l'emploi salarié dans le secteur public est de nouveau resté stable. Cette dynamique se poursuivrait sur l'année 2026, avec un emploi total quasi stable sur l'année, ce qui masquerait des évolutions différenciées entre l'emploi salarié privé (en légère baisse) et l'emploi non salarié (en hausse notable), alors que l'emploi public progresserait très légèrement.

**Le taux de chômage en France (hors Mayotte) a de nouveau augmenté au premier trimestre 2026,** atteignant 8,1% de la population active au sens du Bureau international du travail (BIT), soit une nouvelle hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent,

et une progression de 0,7 point sur un an. **Cette hausse peut être relativisée pour plusieurs raisons.** Tout d'abord, elle s'accompagne d'une hausse du taux d'activité à un niveau record (pour la France, qui peut encore faire mieux), et s'explique par une hausse du taux de chômage pour les deux publics cibles de la loi pour le plein-emploi (bénéficiaires du RSA et jeunes de 15 à 29 ans inscrits à France Travail). Ces derniers sont donc désormais plus nombreux à chercher activement du travail, ce qui est plutôt encourageant. Le taux de chômage reste, en outre, nettement inférieur au niveau atteint durant la décennie 2010 (9,6%); une étude récente de la Banque de France<sup>5</sup> suggère que sa hausse devrait rester limitée (sauf crise ou revirement politique majeurs). Ses auteurs estiment en effet que le taux de chômage structurel a nettement diminué en France entre 2015 et 2025 (-1,3 point), ce qui reflète en grande partie les réformes structurelles entreprises sur la période (assurance chômage, ordonnances travail, apprentissage), et plus généralement un meilleur fonctionnement du marché du travail. Quoi qu'il en soit, le léger relâchement observé sur le marché du travail sur la période récente devrait limiter le pouvoir de négociation des salariés et donc les effets de second tour de la hausse de l'inflation (via une modération des pressions salariales), ce qui limiterait aussi les pressions supplémentaires sur les marges des entreprises.

En prévision, compte tenu de la légère progression de la population active et de la relative stagnation de l'emploi, **le taux de chômage augmenterait légèrement au deuxième trimestre 2026.** Il atteindrait ainsi 8,2% et se stabiliserait à ce niveau sur le reste de l'année 2026, et ce jusqu'au troisième trimestre 2027. Il refluerait ensuite légèrement en fin d'année 2027, à 8,1%. En moyenne annuelle, il s'élèverait ainsi à 8,2% en 2026 et en 2027 (après 7,7% en 2025).



Derniers points observés : T1 2026

Sources : Insee, prévisions Crédit Agricole S.A./ECO

<sup>5</sup> « [Les réformes du marché du travail et la baisse du chômage structurel en France : rétrospective 2015-2025](#) », Bulletin de la Banque de France 264/1, mai 2026.



### Les ménages seraient pénalisés par le regain d'inflation en 2026, alors que les marges se maintiendraient à un niveau satisfaisant

Face au regain d'inflation déjà patent, le pouvoir d'achat des ménages a stagné au premier trimestre 2026, après une baisse enregistrée sur l'année 2025 (-0,4%). Le taux d'épargne des ménages a par ailleurs légèrement augmenté au premier trimestre (à 17,9%), compte tenu du léger repli de leur consommation.

**En 2026, les ménages seraient pénalisés par la remontée de l'inflation.** La hausse des salaires serait en effet plus modérée que celle des prix, l'emploi serait à l'arrêt, et leur pouvoir d'achat pourrait légèrement se contracter. Ce dernier devrait retrouver de l'allant en 2027, quand les salaires et les prestations sociales se redresseront en termes réels. Le taux d'épargne des ménages serait quasi stable en 2026 (à 17,7% en moyenne, après 17,8% en 2025), et les ménages resteraient prudents en 2027, ce qui se traduirait par le maintien de leur taux d'épargne à un niveau élevé.

Le taux de marge des sociétés non financières s'est replié au premier trimestre 2026 (-0,8 point, à 31,7%), fortement affecté par la dégradation des termes de l'échange (hausse des prix de l'énergie). Il est resté toutefois nettement supérieur à son niveau d'avant la crise sanitaire (+0,8 point par rapport à l'année 2019). Sur le reste de l'année 2026 et en 2027, le taux de marge devrait globalement se stabiliser proche de ce niveau, pénalisé dans un premier temps par des hausses de prix de vente inférieures à celles des prix des intrants, mais soutenu par les gains de productivité, alors que la progression des salaires

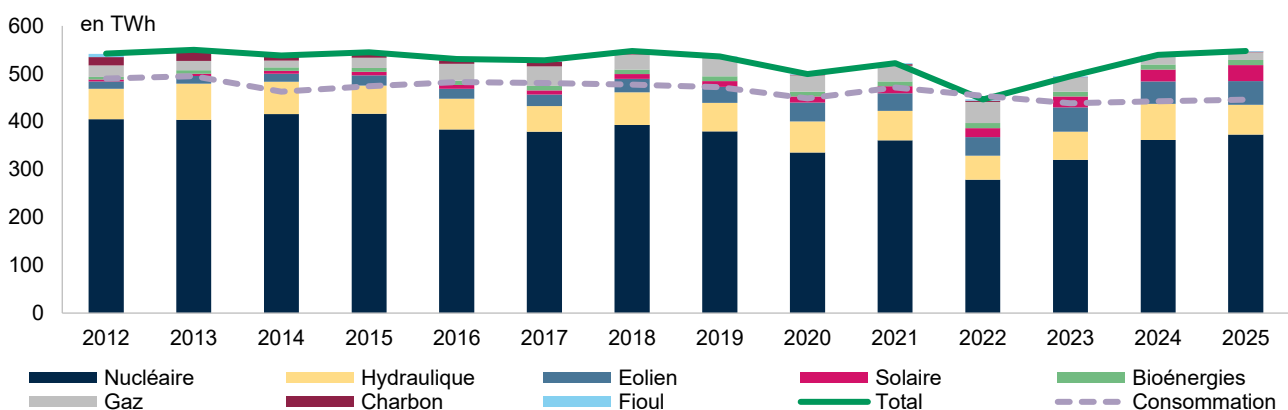
resterait limitée. Les salaires accéléreraient ensuite en 2027, progressant alors en termes réels, mais les gains de productivité continueraient de soutenir le taux de marge.

### Une incertitude qui reste très forte sur l'énergie, dans un contexte toutefois très différent de celui de 2022

**L'incertitude reste forte malgré la signature de l'accord entre l'Iran et les États-Unis, notamment sur le rythme de normalisation des flux dans le détroit d'Ormuz, et sur la détente des prix de l'énergie.** Le contexte est toutefois très différent de celui de début 2022, avant la guerre en Ukraine. Outre l'absence d'un choc de demande générant des pressions inflationnistes, la situation énergétique française de 2026 n'est plus celle de 2022 : la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique a augmenté, et la disponibilité du parc nucléaire est bien meilleure. Cette situation devrait d'ailleurs favoriser la compétitivité des entreprises françaises par rapport à celles des autres grandes économies de la zone euro, même si les mesures de soutien mises en place par le gouvernement sont très réduites en comparaison de celles instaurées en 2022. La mise en place, cette fois, de mesures ciblées et temporaires devrait en tout cas limiter le coût pour les finances publiques, et donc le dérapage du déficit public par rapport à la cible du gouvernement. Cela n'empêchera pas le ratio de dette publique de continuer à progresser sensiblement dans les prochaines années.

**Prévisions arrêtées le 16/06/2026.  
Article achevé de rédiger le 30/06/2026.**

Production annuelle d'électricité par filière



Sources : RTE, Crédit Agricole S.A./ECO



# PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES & FINANCIÈRES

## SCÉNARIO MACRO-ÉCONOMIQUE

## Hypothèses internationales

	2024	2025	2026	2027	2025				2026				2027			
					T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
PIB zone euro (a/a, t/t, %)	0,9	1,5	0,2	0,9	0,7	0,1	0,3	0,2	-0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
PIB États-Unis (a/a, t/t, annualisé, %)	2,8	2,1	2,1	1,9	-0,6	3,8	4,4	0,5	1,6	2,5	1,8	1,8	2,0	2,0	1,9	1,9
PIB Chine (a/a, t/t, %)	5,0	5,0	4,7	4,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de dépôt BCE (fin de période, %)	3,00	2,00	2,75	2,50	2,50	2,00	2,00	2,00	2,00	2,25	2,50	2,75	2,75	2,75	2,50	2,50
Taux des fonds Réserve fédérale (fin de période, %)	4,50	3,75	3,75	3,50	4,50	4,50	4,25	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,50	3,50	3,50
Taux de change (moyenne, EUR/USD)	1,08	1,13	1,14	1,15	1,05	1,13	1,17	1,16	1,16	1,14	1,14	1,13	1,13	1,14	1,16	1,17
Brent (moyenne, USD/baril)	81,2	69,3	94,3	80,8	76	68	69	64	89	110	91	87	82	85	78	78

Sources : Bloomberg, calculs et prévisions Crédit Agricole S.A./ECO et Crédit Agricole CIB

## Croissance du PIB

	2024	2025	2026	2027	2025				2026				2027			
					T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Zone euro	0,9	1,5	0,2	0,9	0,7	0,1	0,3	0,2	-0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Allemagne	-0,5	0,3	0,6	0,9	0,4	-0,2	0,0	0,2	0,3	0,0	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4
France	1,4	0,9	0,6	0,8	0,1	0,3	0,4	0,2	-0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Italie	0,6	0,7	0,5	0,6	0,3	0,0	0,2	0,3	0,3	-0,2	0,0	0,1	0,2	0,2	0,4	0,3
Espagne	3,5	2,8	2,1	1,6	0,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5
Pays-Bas	1,1	1,8	1,0	1,0	0,4	0,3	0,5	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Belgique	1,1	1,0	0,7	0,7	0,4	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,3	0,3
Irlande	2,6	12,4	-6,7	5,1	8,8	-1,0	-0,2	-4,2	-12,1	11,2	2,2	1,5	0,0	0,1	0,2	0,2
Portugal	2,2	1,9	1,7	1,6	-0,3	0,7	0,6	0,9	0,0	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,2
Grèce	2,1	2,2	1,7	1,5	0,5	0,4	0,6	0,7	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3
Finlande	0,4	0,2	1,3	0,9	0,1	-0,2	0,0	0,3	0,9	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Luxembourg	0,3	0,6	1,0	1,1	0,4	0,5	1,2	0,0	0,0	0,2	0,3	0,3	0,1	0,3	0,4	0,4
Autriche	-0,8	1,0	0,8	0,6	0,4	0,1	0,4	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Slovénie	1,7	0,9	2,1	0,7	-0,7	1,0	1,0	0,4	0,7	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Malte	6,2	3,6	2,6	1,7	1,7	1,1	0,9	1,1	1,1	-0,2	-0,2	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6

Sources : Eurostat, calculs et prévisions Crédit Agricole S.A./ECO

## France

	2024	2025	2026	2027	2024				2025				2026				2027			
					T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
PIB volume, cvs-cjo (a/a, t/t, %)	1,4	0,9	0,6	0,8	0,2	0,3	0,4	0,0	0,1	0,3	0,4	0,2	-0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Demande intérieure hors stocks (contribution au PIB, pp)	0,4	0,5	0,4	0,7	0,1	0,0	0,3	0,1	0,0	0,1	0,4	0,2	-0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3
Consommation des ménages (a/a, t/t, %)	0,7	0,5	0,1	0,6	0,3	-0,2	0,9	0,0	-0,1	0,0	0,2	0,3	-0,2	-0,1	0,0	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3
Consommation publique (a/a, t/t, %)	1,4	0,7	1,2	0,9	0,4	0,2	0,2	0,2	-0,1	0,2	0,5	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Investissement total (a/a, t/t, %)	-1,1	0,7	0,1	0,5	-0,6	0,3	-0,9	0,1	0,3	0,3	0,8	0,2	-0,6	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,2	0,3	0,5
Variations de stocks (contribution au PIB, pp)	-0,4	0,6	0,0	-0,2	-0,2	-0,1	0,6	-0,4	0,6	0,5	-0,5	-0,7	1,0	-0,3	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes (contribution au PIB, pp)	1,3	-0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	-0,5	0,2	-0,5	-0,3	0,6	0,7	-0,9	0,4	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations (a/a, t/t, %)	2,9	2,4	1,0	2,6	0,6	1,7	-1,2	1,7	-0,6	0,5	2,6	0,9	-3,5	2,5	1,0	0,7	0,3	0,4	0,5	0,5
Importations (a/a, t/t, %)	-0,8	2,9	0,3	1,6	-0,5	0,7	0,2	1,0	0,8	1,3	0,9	-1,0	-0,9	1,3	0,3	0,4	0,2	0,4	0,5	0,5
Inflation IPC (a/a, %)	2,0	0,9	1,8	1,5	2,8	2,2	1,7	1,3	1,1	0,8	1,0	0,9	1,0	2,1	1,9	2,0	2,0	1,2	1,5	1,5
Inflation harmonisée IPCH (a/a, %)	2,3	0,9	2,0	1,7	3,0	2,5	2,1	1,7	1,2	0,8	0,9	0,8	1,1	2,5	2,2	2,3	2,2	1,3	1,6	1,5
Inflation sous-jacente harmonisée (a/a, %) IPCH hors alimentation, alcool et tabac	2,3	1,6	1,5	1,8	2,5	2,4	2,3	2,1	1,9	1,6	1,6	1,3	1,2	1,4	1,6	1,7	1,9	1,8	1,7	1,6
Taux de chômage, France hors Mayotte (%)	7,4	7,7	8,2	8,2	7,5	7,3	7,4	7,3	7,4	7,6	7,7	7,9	8,1	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,1
Taux de chômage, France métropolitaine (%)	7,2	7,5	8,0	8,0	7,2	7,1	7,2	7,1	7,2	7,4	7,5	7,7	7,9	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-5,8	-5,1	-5,1	-5,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette publique (% du PIB)	112,6	115,7	118,3	120,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Insee, calculs et prévisions Crédit Agricole S.A./ECO, prévisions Crédit Agricole CIB pour l'inflation

Achévé de rédiger le 30 juin 2026



**Directeur de la publication : Isabelle JOB-BAZILLE**  
**Rédacteur en chef : Armelle SARDA**

**Comité de rédaction :**

Paola MONPERRUS-VERONI  
Ticiano BRUNELLO  
Slavena NAZAROVA  
Marianne PICARD  
Sofia TOZY

**Documentation :** Elisabeth SERREAU – **Statistiques :** Datalab ECO

**Maquette & Secrétariat de rédaction :** Sophie Gaubert

**Contact :** [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Le Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.

**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :**

**Internet :** <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>  
**Application Etudes ECO** disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

